



COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE CADARACHE
13108 SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE

PROJET DE MARCHÉ – DOSSIER DE CONSULTATION N°B24-04710-ALO
PRESTATIONS DE COORDINATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) DANS LE
CADRE DU PROJET SAFETY DU CEA DE CADARACHE

Cde n°4000XXXXX/XXXXX

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par **M.....** agissant en qualité de.....,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société **XXXX** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX ayant son siège social à XXXX représentée par **XXXX** agissant en qualité de XXXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 –NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ.....	3
3.1 Nature et caractéristiques	3
3.2 Structuration du marché.....	4
ARTICLE 4 - ETENDUE DES PRESTATIONS	4
4.1 Part ferme.....	4
4.2 Part optionnelle.....	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
5.1 Conditions générales d'exécution.....	6
5.2 Conformité aux dispositions réglementaires.....	6
5.3 Conditions particulières d'exécution.....	6
5.4 Obligation de résultat.....	7
5.5 Obligations particulières.....	8
5.6 Lieu d'exécution.....	9
5.7 Conformité aux dispositions réglementaires.....	9
5.7 Documents à émettre	9
5.8 Réunions.....	10
5.9 Correspondants techniques	11
ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES.....	12
6.1 Caractéristiques des prix du marché	12
6.2 Décomposition du montant du Marché	13
6.3 Révision des prix.....	13
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	15
7.1 Termes de paiement.....	15
7.2 Modalités de facturation	15
7.3 Régime fiscal	16
7.4 Facturation des révisions de prix.....	16
ARTICLE 8 – PLANNING - DELAI	16
ARTICLE 9 – PENALITES	17
9.1 Pénalités de retard.....	17
9.2 Autres pénalités.....	17
ARTICLE 10 - RECEPTION.....	18
ARTICLE 11 - GARANTIE	18
ARTICLE 12 - OBLIGATION GÉNÉRALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	18
ARTICLE 13 - QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE	19
ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERET.....	19
ARTICLE 15 – SOUS TRAITANCE	19
ARTICLE 16 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES	19
ARTICLE 17 - JURIDICTION COMPETENTE	21
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL.....	22
ANNEXE 2 – BORDEREAU DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE	24

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B24-04710-ALO	4000XXXXX / XXXX	2/24
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :
Unité : DES/DIMP/SRTM/GSCS
Nom : Mme GIORDANENGO Emeline
☎ : 04.42.25.37.36
E-Mail : emeline.giordanengo@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Unité : DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT
Nom : Mme LODDO Anaïs
☎ : 04.42.25.66.02
E-mail : anaïs.loddo@cea.fr

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché, ci-après désigné « le Marché », a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, l'ensemble des prestations relatives à une mission de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) dans le cadre des études et de la réalisation du projet SAFETY.

Ces prestations seront réalisées pour le compte de la de la Direction des Energies (DES) - Direction de l'Ingénierie et Maitrise d'oeuvre Projet (DIMP) du CEA de Cadarache.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du Marché et ses annexes listées au 2.2, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (politique de sécurité du CEA, référentiels correspondants,...),
- le dossier de consultation référencé B24-04710-ALO (dont le cahier des charges et ses annexes, référencé SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001 du 16/10/2024),
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures travaillant sur site (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA), applicables aux marchés du CEA au 1^{er} janvier 2022, entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2022, sauf disposition particulière ou complémentaire traitée dans le Marché, complétées par le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- la procédure du CEA relative à « l'entrée et la sortie de matériel du centre de Cadarache » référencée DEN/CAD/DIR/PR 026 indice 1,
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...),
- les documents de la consultation et/ou de la procédure de passation,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXXXXXXX en date du XX/XX/2024 et les sous-détails de prix qui en font partie intégrante.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 –NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ

3.1 Nature et caractéristiques

La nature du Marché, son phasage contractuel, l'étendue et les limites des prestations confiées au Titulaire et les responsabilités associées au titre du Marché, sont décrites dans les documents applicables cités à l'article 2 supra.

La mission particulière de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier est assurée conformément à la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application,

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/ EMETTEUR	B24-04710-ALO AFFAIRE	Numéro de marché	3/24
--	--------------------------------------	--------------------------	------------------	------

notamment le décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 du 26/12/1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003 et Circulaire DRT n°96-5 du 10 avril 1996.

Tout au long du marché, le Titulaire devra être détenteur des certificats de qualification professionnelle et des titres des habilitations requis pour l'exécution de la prestation, à savoir la certification CSPS conforme à l'arrêté du 25 février 2003 relatif à la formation des coordonnateurs.

Le CSPS devra avoir le niveau de compétences requis pour les chantiers de **1ère catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.**

La mission couvre la prise en compte de la phase conception et réalisation, jusqu'à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des ouvrages.

Le Titulaire, dans le cadre de sa mission veillera notamment à :

- respecter la mise en œuvre des mesures prévues à l'article L. 4121-2 du code du travail qui régissent l'organisation et la prévention ainsi que les articles L4532-2 et suivant visant les dispositions relatives la coordination sécurité et protection de la santé.
- harmoniser cette intégration dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et vérifier que les délais d'exécution sont compatibles avec une mise en œuvre correcte de la prévention,
- réexaminer la durée des phases de travail simultanées ou successives et faciliter les interventions ultérieures dans l'installation,
- proposer les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles,
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.
- satisfaire à l'ensemble des exigences définies dans le CdC.

Ces principes seront appliqués notamment à l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail, qui se déroulent en même temps ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'Ouvrage.

La présence sur le chantier d'un superviseur HSE ne diminue en rien les obligations du Titulaire au regard de la réglementation et des dispositions de contrôle correspondantes.

3.2 Structuration du marché

Le Marché comprend :

- une part ferme relative à la phase de conception ;
- une part optionnelle relative à la phase de réalisation et au prolongement des prestations ;
- une part estimative basée sur les scénarios définis dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

ARTICLE 4 - ETENDUE DES PRESTATIONS

De manière plus détaillée, la mission confiée au Titulaire est la suivante :

4.1 Part ferme

Dans le cadre de la part ferme du marché, le CSPS sera titulaire d'une certification de compétence de niveau 1 avec 5 ans d'expérience (conformément au §8.2 du CDC).

Il devra effectuer l'ensemble des missions définies au CDC, dont notamment les missions détaillées au 9.1 du CDC sur une durée prévisionnelle de 20 mois, ci-après synthétisées :

- De créer le Registre-Journal de Coordination (RJC),
- De prendre en compte l'ensemble des exigences définies au CdC.
- De réaliser une analyse détaillée sur la globalité des études APD et de les consigner dans le Registre-Journal ;
- De rédiger, mettre à jour et d'adapter le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	4/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

- De réaliser des avis et recommandations sur la préparation du chantier, l'organisation et l'implantation des équipements du chantier notamment PIC, organisation des moyens communs selon les principes METAH/SCALP en application de l'article R.4532-12 du code du travail ;
- De rédiger puis compléter en tant que de besoin le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO) et fournir un DIUO final à la réception des ouvrages : sous un délai de 1 mois à compter de la réception ;
- De rédiger, mettre à jour et adapter le PGCSPS.
- D'élaborer le règlement du CISSCT.

Et, d'une manière plus générale la prestation comprend :

- la fourniture de tous les équipements nécessaires à la réalisation des prestations spécifiées dans le cahier des charges,
- la documentation contractuelle, et l'ensemble de la documentation qui conditionne la réception de la prestation,
- toutes les sujétions liées à une prestation se déroulant sur un site CEA (formalités d'accès sur le centre, plans de prévention,...),
- le suivi des prestations en lien avec la planification, le suivi des dépenses...,
- la participation aux réunions avec le CEA décrites dans le cahier des charges et le présent projet de marché au paragraphe 5.8.

4.2 Part optionnelle

La part optionnelle du marché, est décomposée en quatre (4) options.

La part optionnelle est décomposée comme suit :

- Option 1 : Mission du CSPS pour la phase réalisation pour une durée de trente (30) mois

Pour une durée de 30 mois à compter de l'enclenchement de la phase réalisation, le CSPS est chargé de :

- Mettre à jour, adapter le PGCSPSP en fonction de l'évolution du chantier ;
- De procéder à une visite d'inspection commune (VIC) au cours de laquelle sont en particulier précisées les consignes à observer ou à transmettre ainsi que les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
- De collecter auprès des titulaires des marchés de travaux les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). Le Titulaire devra harmoniser les PPSPS par rapport au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) conformément à l'article R.4532-44 du Code du travail ;
- Toute inspection commune avec les titulaires des marchés de travaux et sous-traitants après avoir vérifié la présence d'une DAST ;
- De n'autoriser une entreprise sous-traitante à travailler sur chantier qu'après avoir reçu et harmonisé son PPSPS mis à jour après l'inspection commune ;
- De s'assurer de la présence permanente des PPSPS au dernier indice sur le chantier.
- De s'assurer que chaque entreprise applique les dispositions prévues à son PPSPS ; il vérifiera que chaque entreprise commente son PPSPS à ses salariés en demandant à son représentant un engagement écrit qu'il consignera au RJC
- De veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que les différentes procédures de travail,
- De compléter en tant que de besoin le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage,
- De tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site de CADARACHE, à l'intérieur duquel est implanté le chantier,
- D'organiser entre les différentes entreprises, présentes ensemble ou non sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations (matériel et circulation verticale ou horizontale), leur information mutuelle et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- De tenir à jour le Registre-Journal de Coordination, de transmettre un extrait mensuellement au MOA et de le conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.
- En phase réalisation une présence minimale est exigée sur le chantier à hauteur de 3 demi-journées (4h effectives sur le chantier) par semaine pour une durée de 30 mois (conformément au §X9.2 du CDC).

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	5/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

- Option 2 : Prolongation des missions du CSPS Réalisation pour une durée six (6) mois supplémentaires
- Option 3 : Prolongation des missions du CSPS Réalisation pour une durée six (6) mois supplémentaires
- Option 4 : Prolongation des missions du CSPS Réalisation pour une durée de six (6) mois supplémentaires

La levée de chacune des options, indépendamment de l'ordre de levée, sera notifiée au Titulaire par un courrier recommandé avec accusé de réception émanant du Service des Marchés et Achats du CEA Cadarache.

Un délai de prévenance d'1 mois sera respecté.

Le non affermissement de tout ou partie de la part optionnelle ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

4.3 Part estimative sur BPU

Concernant la mise en œuvre de demi-journées de prestations supplémentaires dans le cadre de l'horaire normal ou en horaire atypique, le CEA notifie au Titulaire, sous la forme d'un Ordre de Service (OS), les prestations sur BPU à réaliser telles que figurant en annexe du Marché pour exécution.

Cet OS contient la référence du Marché ainsi qu'un numéro d'ordre et la définition du besoin en termes du périmètre technique, comprenant le détail des quantitatifs et les coûts unitaires fixés en Annexe 4 du présent Marché pour les prestations supplémentaires associées.

Tous les OS sont régis par les dispositions du Marché.

Cette part estimative ne constitue ni un engagement de dépenses, ni de volume de la part du CEA.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. Conditions générales d'exécution

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique, matérielle et réglementaire des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

La prestation présente des exigences particulières décrites dans le cahier des charges et dans ses documents annexes. En complément des renseignements qui lui ont été fournis dans les pièces du présent Marché, le Titulaire est réputé avoir obtenu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre technique et commerciale. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas, prétendre à un supplément de rémunération par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation dues aux particularités du chantier.

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour les travaux qui lui sont demandés et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

5.2 Conformité aux dispositions réglementaires

Les prestations seront exécutées conformément aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés aux cahiers des charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

5.3 Conditions particulières d'exécution

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	6/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

La prestation présente des exigences particulières décrites dans le cahier des charges et dans ses documents annexes. Le respect des interfaces et contraintes est impératif compte-tenu, des contraintes d'exploitation, de sécurité et de sûreté existantes pour les différents bâtiments et pour les différents services à proximité du chantier, mais également compte-tenu des caractéristiques des installations existantes.

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour les travaux qui lui sont demandés et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

- Autorité dévolue au Titulaire

Du fait de sa qualification et de sa mission, le Titulaire sera le seul interlocuteur vis-à-vis des différents intervenants sur le chantier, en matière de coordination de la sécurité et protection de la santé.

- Interventions supplémentaires

- Intervention demi-journée ou journée supplémentaire

Pour des situations exceptionnelles, le Titulaire peut être amené à réaliser à la demande du CEA des demi-journées ou journées supplémentaires dans le cadre de la poursuite des missions de CSPS qui lui est attribuée.

Le prix sera calculé sur la base des taux de rémunération journaliers des profils intervenants. Ces interventions supplémentaires ne remettent pas en cause le caractère forfaitaire de la mission et les modalités de présence sur site définies dans le CdC au §.9.2.1

- Modalités de traitement et rémunération

Les taux sont définis et chiffrés dans le bordereau des prix complémentaires (BPC).

Conformément au §4.3 supra, l'OS sera établi sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) qui permet la rémunération du travail en horaire atypique éventuel et la rémunération des demi-journées supplémentaires.

- Arrêts de chantier et suspension de la mission

- Suspension de la mission

Le CEA se réserve le droit de notifier au Titulaire l'arrêt du chantier et par conséquent l'arrêt momentané des prestations du Titulaire. Est considéré comme arrêt de chantier la conséquence de tout évènement de nature à empêcher les activités du Titulaire causé par l'arrêt de l'ensemble des installations du chantier.

En cas d'arrêt de chantier, une suspension temporaire de la mission peut être notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception sans que cela impacte le montant global forfaitaire du marché. Le délai de prévenance est d'1 mois.

L'exécution de la mission sera décalée du temps de la suspension sans impact sur le prix du marché.

- Reprise de prestations

La remobilisation du CSPS est réalisée par lettre RAR avec un délai de prévenance de 1 mois.

Le Titulaire devra remobiliser son personnel intervenant au plus tard en fin du délai de prévenance précité. La reprise des prestations du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité.

5.4 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. En conséquence le prix forfaitaire

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	7/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

fixé au marché sur lequel le Titulaire s'est engagé, s'entend quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées lors de l'exécution des prestations ou travaux.

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

5.5 **Obligations particulières**

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire prendra les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier et veillera à ce que ces dispositions soient respectées.

Le coordonnateur sécurité procèdera avec chaque entreprise (mandataire, cotraitant ou sous-traitant) à une inspection commune préalable des lieux où seront exécutés les travaux. Cette intervention se déroulera préalablement à l'intervention de l'entreprise et avant remise de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). Pour l'organisation de l'inspection commune préalable, chaque entreprise prendra rendez-vous avec le coordonnateur, au plus tard 15 jours avant l'intervention, pour effectuer cette visite.

Dans le cas d'une sous-traitance, elle devra faire l'objet de l'établissement d'une demande d'acceptation de sous-traitance (DAST) soumise à l'accord du CEA. La transmission de la DAST au CEA est obligatoire afin que l'entreprise puisse réaliser la VIC et débiter ses activités sur chantier.

Il aura également pour obligation de :

- Contrôler régulièrement le chantier (à chaque présence sur site) : les observations formulées devront reprendre la nomenclature des exigences prioritaires de sécurité de la DIMP transmises en réunion d'enclenchement.
- Être présent à toutes les réunions relatives à l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier,
- Être présent aux réunions d'enclenchement de travaux,
- Être présent aux réunions relatives à l'exécution des contrats de travaux pouvant avoir un impact sur la mission du Titulaire,
- Être force de proposition sur l'animation générale de la sécurité sur le chantier,
- Signaler aux responsables des entreprises tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation,
- Étudier avec eux, le cas échéant, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions,
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité,
- Conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs, et plus particulièrement à la prévention des maladies professionnelles,
- Provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées,
- Établir et vérifier des procédures de sécurité particulières pour les travaux dangereux,
- Coordonner les opérations de livraison (harmonisation et suivi des DHOL)
- Coordonner les risques d'interférences entre les Grues (mobiles / à tour) et / ou les Engins (recommandation et suivi des Fiche d'Interface entre Grues et/ou Engins)
- Coordonner l'intervention des prestataires n'intervenant pas à l'acte de construire (FIP)
- Faire diffuser les affiches et consignes de sécurité,
- Faire afficher par les entreprises les affiches et consignes de sécurité,
- Faire dresser par les entreprises, collecter et tenir à jour les statistiques d'accident,

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	8/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

- Recueillir auprès des entreprises les analyses détaillées (arbre des causes) et plans d'actions correctifs et préventifs suite aux accidents et incidents survenant sur le chantier,
- Fournir hebdomadairement les tableaux de suivi des documents de coordination (PPSPS, VIC, DHOL, FIGE, FIP ...)
- Suivre hebdomadairement les observations qui n'auraient pas reçues de réponse (accusé/réception, actions correctives ...)
- Fournir les éléments nécessaires pour la justification des dépenses effectuées au titre de la sécurité et de la protection de la santé,
- Être impliqué dans la préparation des opérations de montage et de mise en service et, à ce titre, apporter son concours lors de l'établissement des procédures afférentes à ces opérations (notamment les processus de mise sous régime et de consignations).

5.6 **Lieu d'exécution**

Les prestations seront en partie exécutées sur le site de Cadarache (3 demies-journées minimales exigées par semaine en phase réalisation).

Le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications relatives à la connaissance actuelle des lieux, ainsi que les limites de cette connaissance, et qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes à la réalisation de l'ouvrage concernés par la réalisation de la mission de CSPS.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du Marché, bien connaître et avoir appréhendé l'ensemble des contraintes fixées par ces documents.

5.7 **Conformité aux dispositions réglementaires**

Les prestations seront exécutées conformément aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés aux cahiers des charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

5.8 **Documents à émettre**

L'ensemble des documents à émettre attendus doit être conforme au Cahier des Charges. Ils concernent l'ensemble des dossiers techniques attendus dans le cadre de la mission, des rapports, comptes rendus, etc... avec notamment :

- Analyse des études APD
- le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage avec l'ensemble des documents afférents,
- le Registre-Journal de Coordination ainsi que l'outil de suivi des observations et notifications tracées au Registre-Journal de Coordination,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé,
- le tableau de bord hebdomadaire à remettre avant la réunion chantier,
- le rapport mensuel d'activités informant le Chef de Projet de l'état d'avancement de sa mission et planning mensuel prévisionnel de présence
- les supports de présentation pour les différentes réunions
- le compte-rendu pour la réunion de clôture ainsi que la remise du dossier complet comprenant l'ensemble des livrables émis pendant la prestation.
- le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) avec l'ensemble des documents afférents.

A la fin de sa prestation, le CSPS devra remettre au CEA, un dossier final comprenant l'ensemble des documents validés et finalisés au cours de sa mission.

L'ensemble de ces documents devra être remis, en 2 exemplaires sous format papiers et sous format informatique (clé USB) en version modifiable.

L'ensemble des documents fournis sous format informatique seront réalisés sur des logiciels compatibles avec Word, Excel, Acrobat sous environnement Windows/ Pack Office 2010 a minima.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO		9/24
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

L'ensemble de ces documents sera immatriculé conformément aux procédures qualité CEA.

L'ensemble de ces documents sera soumis à approbation du CEA, dans un délai de 1 mois à minima à compter de la date de leur remise par le Titulaire.

5.9 Réunions

Les réunions seront organisées suivant les dispositions figurant dans le cahier des charges et ont pour objet d'évaluer l'avancement du Marché et comprennent à minima :

- une réunion d'enclenchement ;
- des réunions d'avancement mensuelles ;
- des réunions trimestrielles de suivi contractuel ;
- une réunion de clôture de la prestation.

Il est de convention expresse entre les Parties que des réunions exceptionnelles pourront avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties, et notamment en cas de difficultés d'avancement du marché.

5.9.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement (T0 de la prestation) sera programmée par le CEA après réception de la commande par le Titulaire afin de présenter :

- Les dispositions générales de sécurité / environnement ;
- Le contexte global de la prestation, le planning associé, le déroulement attendu de la prestation, les modes de fonctionnement associés ;
- Les processus, cadres et formats documentaires applicables au projet, les règles d'identification et de diffusion des documents ;
- Son organisation (SRTM et/ou projet(s)) ;
- Les documents et fichiers nécessaires au démarrage de la prestation (sous format informatique).

Cette liste est non exhaustive.

Le Titulaire prévoit un support de présentation comprenant notamment :

- Un rappel des dispositions générales applicables au marché (PAQSE, en particulier procédures de management et procédures QSE applicables, méthodologies, guides, ...) ;
- Un rappel des exigences principales de la commande ;
- L'organigramme nominatif de l'équipe de prestation mise en place ;
- Une synthèse des données d'entrée existantes / attendues, le planning associé ;
- La planification de la production des livrables avec la désignation nominative des responsables ainsi que les échéances ;
- Le PMQP et les procédures associées.

Cette réunion vise à finaliser le référentiel de la prestation qui sera ensuite examiné / amendé périodiquement lors des réunions d'avancement.

Le CEA rédige le compte-rendu de réunion (CR avec référence pour la présente réunion), qui le soumet pour acceptation au Titulaire. Le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à réception pour émettre ses commentaires (sans retour particulier, le CR est accepté en l'état et enregistré au RJC).

Les éventuelles actions seront suivies au travers d'un outil type RIDA (Relevé d'Informations Décisions Actions) mis en place dès l'enclenchement pour le suivi des différentes réunions de la prestation (pilotage CEA).

Lors de la réunion d'enclenchement, le Titulaire présentera les mesures proposées au stade de l'offre en matière de maîtrise de l'impact environnemental de la prestation d'une part et des actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables d'autre part.

5.9.2 Réunions d'avancement mensuelles

Des réunions d'avancement mensuelles (durée estimée 2 heures) seront organisées afin d'aborder les points contractuels en lien avec la prestation. Ces réunions intermédiaires ont pour but d'assurer le suivi et de garantir la maîtrise des missions.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	10/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

Les réunions sont tenues sur la base d'une présentation PowerPoint associée à un tableau de bord préparée par le Titulaire, à transmettre au CEA trois jours ouvrés avant la réunion. La fréquence des réunions peut être modifiée en fonction de l'avancement de la prestation.

Dans son rapport préalable aux réunions mensuelles, le Titulaire présentera la liste des actions mises en œuvre en termes de maîtrise de l'environnement d'une part et des actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables d'autre part ainsi que l'ensemble des indicateurs de mesure associés.

Seul le pilote de prestation est requis en base pour cette réunion d'avancement. D'autres intervenants peuvent se joindre à la réunion selon les sujets abordés.

Le Titulaire rédige le compte-rendu de réunion et le soumet à l'approbation du CEA sous 5 jours ouvrés. Le CEA dispose de 10 jours ouvrés pour faire part de ses observations éventuelles. Sans retour particulier, le compte-rendu est accepté en l'état et enregistré au RJC.

5.9.3 Réunions trimestrielles de suivi contractuel

Des réunions trimestrielles de suivi seront organisées afin d'aborder les points contractuels.

Le responsable contractuel et les responsables de site seront conviés à ces réunions.

Le Titulaire rédige le compte-rendu de réunion et le soumet à l'approbation du CEA sous 5 jours ouvrés. Le CEA dispose de 10 jours ouvrés pour faire part de ses observations éventuelles. Sans retour particulier, le compte-rendu est accepté en l'état.

5.9.4 Réunion de clôture de la prestation

Une réunion de clôture de la prestation sera réalisée à la fin de la réalisation de la prestation.

Le Titulaire prévoit un support de présentation comprenant notamment :

- Un rappel des exigences principales de la commande (techniques et contractuelles) ;
- Une description de la démarche mise en œuvre pour répondre aux objectifs ;
- L'état des décomptes définitifs ;
- Une synthèse des points durs, faits marquants, ... ;
- Une évaluation de l'atteinte des objectifs au regard des indicateurs QSSE ;
- Son retour d'expérience sur la prestation ;
- Le dossier complet des livrables exécutés ;
- Le DIUO final.

Le Titulaire remet en séance un dossier informatique comprenant l'ensemble des livrables émis pendant la prestation (y compris au format natif), respectant un plan de classement préalablement défini et validé par le CEA.

Cette revue de fin de prestation permettra de réaliser le bilan global du marché.

Le Titulaire rédige le compte-rendu de réunion et le soumet à l'approbation du CEA sous 5 jours ouvrés ; le CEA dispose de 10 jours ouvrés pour faire part de ses observations éventuelles. Sans retour particulier, le compte-rendu est accepté en l'état.

5.10 Correspondants techniques

Dans un délai de 8 jours calendaires à partir de la notification du présent marché, le Titulaire proposera, à l'agrément du CEA, le nom des personnes qualifiées pour remplir la mission définie à l'article 3 du présent marché.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	11/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

Le Titulaire s'oblige à maintenir les compétences exigées et retenues sur la durée du chantier et en cas de nécessité, à les remplacer, poste à poste et à compétences au moins égales, après accord préalable du CEA.

Donc, en cas de changement de la personne désignée, et pour pallier une indisponibilité temporaire ou définitive, le Titulaire soumettra, à l'agrément du Chef de Projet (CEA) tous les documents nécessaires à la poursuite de la mission (le nom du remplaçant et son CV, les justificatifs de sa qualification équivalente, le mode de passation des consignes) et établira à cet effet un courrier qu'il consignera au RJC.

Il est rappelé que la sous-traitance n'est pas autorisée.

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les Parties désignent comme responsables et correspondants du Marché les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Unité : DES/DIMP/SRTM/GSCS
Nom : Mme Emeline GIORDANENGO
Email : emeline.giordanengo@cea.fr
Tél : 04.42.25.37.36

Et

Unité : DES/DIMP/DPED/SMP
Nom : Mme Fanny DERASSE
E-mail : fanny.derasse@cea.fr
Tél. : 04.42.25. 31.43

Pour le Titulaire :

Nom : XXXXXXXXXXXX
Email : XXXXXXXXXXXX
Tél : XXXXXXXXXXXX

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins deux semaines à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de deux semaines sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement, par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

Du fait de son expérience, de son savoir-faire et sur la base des documents applicables qui lui ont été remis dans le cadre de la procédure de passation du Marché le Titulaire est à même d'avoir l'appréciation nécessaire et suffisante pour lui permettre de s'engager sur le chiffrage des prix forfaitaires de la DPGF et des taux, prix et coefficients du BPC utilisés pour le chiffrage du marché et notamment s'agissant du chiffrage du BPU.

En conséquence, et en dehors d'un cas de Force Majeure tel que défini en droit positif, les prix forfaitaires fixés au Marché, majorés du montant des éventuels avenants, sur lesquels le Titulaire s'est engagé, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'études et de réalisation rencontrées lors de l'exécution du Marché.

6.1 Caractéristiques des prix du marché

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	12/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (soit aux conditions économiques de xxxxxx 2024).

Les prix sur lesquels s'engage le Titulaire sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais généraux exposés, la marge, ainsi que les frais de transport et de séjours éventuels du personnel, notamment.

Les prix mentionnés infra sont forfaitaires, en conséquence ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Ils incluent l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des charges ; notamment les études, réalisations, les documents livrables, la participation et l'élaboration des réunions et les livrables associés à toutes les réunions.

6.2 Décomposition du montant du Marché

Le montant plafond du Marché, en cas d'affermissement de la totalité de la part optionnelle et de consommation de la part estimative, s'établit à la somme forfaitaire et révisable de **XXXXX € HT** (XXXX euros hors taxes) aux conditions économiques de xxxxxx 2024.

Il se décompose comme suit :

6.2.1 Part ferme

Le montant de la part ferme du Marché s'établit à la somme forfaitaire et révisable de **XXXX € HT** (XXXXXXXX euros hors taxes),

6.2.2 Part optionnelle

Le montant de la part optionnelle du Marché, toutes options levées, est fixé à la somme de **XXXXX € HT** (XXXXXXXXXXXX euros hors taxes) décomposée comme suit :

- Option 1 forfaitaire et révisable : xxxx € HT (XXXXXXXXXXXX euros hors taxes)
- Option 2 forfaitaire et révisable : xxxx € HT (XXXXXXXXXXXX euros hors taxes)
- Option 3 forfaitaire et révisable : xxxx € HT (XXXXXXXXXXXX euros hors taxes)
- Option 4 forfaitaire et révisable : xxxx € HT (XXXXXXXXXXXX euros hors taxes)

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense de la part du CEA.

6.2.3 Part estimative sur BPU

Le montant plafond de la part estimative sur bordereau de prix unitaires s'établit à la somme de **xxx € HT (x euros hors taxes)**.

Ce montant ne saurait constituer un engagement de dépense de la part du CEA.

A ce titre, si aucune prestation sur BPU n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

6.3 Révision des prix

6.3.1 Généralités

Les montants visés à l'article 6.2 sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Chaque situation d'avancement donnant lieu à l'établissement d'une facture pourra faire l'objet d'une révision de prix.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	13/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

Chaque révision fera l'objet d'une facturation séparée qui précisera d'une part le poste concerné et, d'autre part, le prix initial du terme de facturation, la valeur de l'indice d'origine, la valeur de l'indice appliqué et le prix révisé.

Les situations mensuelles d'avancement de réalisation devront reprendre le détail du DPGF afin de pouvoir déterminer quelle est la part réceptionnée sur le mois relative à chacun des différents postes et options.

La facture de révision liée à un terme de paiement pourra être émise dès connaissance du dernier indice définitif en vigueur pour le mois concerné par le terme de paiement.

Dans l'hypothèse où l'indice et / ou index utilisé serait supprimé, il sera remplacé par un indice équivalent proposé par le CEA.

La formule de révision à vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

En l'absence de demande du Titulaire, le CEA se réserve la possibilité de l'application et la notification de la révision de prix conformément à la formule de révision infra.

En tout état de cause, si les parties ne parvenaient pas à un accord, les montants forfaitaires seraient révisés dans la limite maximale de la formule fixée au présent marché.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

6.3.2 Formule de révision des prix

$$P = P_0 \times \left[0,15 + \left(0,85 \times \frac{SYN \text{ rév}_1}{SYN \text{ rév}_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P_0 = Prix initial du marché sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (XXX 2024)

P = Prix révisé

SYN rév₀ = Valeur de l'index « Syntec révisé » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment pour le mois et l'année de remise de l'offre.

SYN rév₁ = Valeur définitive de l'indice « Syntec révisé » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment pour le mois de constat de réalisation de la partie du produit relative au terme de paiement, ou pour les paiements sur SAT le mois de réalisation des prestations concernées par la SAT.

Dans l'hypothèse où l'index utilisé serait supprimé, il serait remplacé par un indice équivalent déterminé par le CEA.

Le CEA vérifiera et notifiera par courrier ou courriel son accord sur les révisions de prix proposées par le Titulaire.

Les montants forfaitaires révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du CEA/Cadarache sur la proposition du Titulaire.

En tout état de cause, si les parties ne parvenaient pas à un accord, les montants forfaitaires seraient révisés dans la limite maximale de la formule décrite supra.

Les montants forfaitaires révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du CEA/Cadarache sur la proposition du Titulaire.

Au cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens tarifs et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été payées.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	14/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

7.1 Termes de paiement

7.1.1 Parts ferme et optionnelle

Le montant fixé à l'article 6.2 du présent Marché sera facturé mensuellement par le Titulaire pour la part ferme ainsi que pour la part optionnelle si affermie comme suit :

- 80% du montant HT des prestations fermes et des prestations optionnelles, sur situations mensuelles d'avancement des prestations, dûment acceptés par le CEA,
- Le solde de 20% à la réception du marché sur procès-verbal, après acceptation du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) et du décompte définitif.

Les situations mensuelles d'avancement présentent l'avancement constaté contradictoirement entre le Titulaire et le CEA sur la base des décompositions de prix en annexe du marché.

La facturation est réalisée sur la base de trois rapports mensuels d'avancement (RMA).

Aucune facture ne pourra être émise par le Titulaire avant acceptation par le CEA de l'avancement physique qui sera discuté contradictoirement en réunion mensuelle.

Un décompte définitif sera fourni à la réception des prestations.

7.1.2 Part estimative sur BPU

Les prestations établies sur la base des prix unitaires forfaitaires seront facturées comme suit :

- 100% du montant total en € HT de l'Ordre de Service (OS) sur acceptation sans réserves du CEA de l'ensemble des prestations et livrables demandés au titre de l'OS, sur procès-verbal contradictoire, dans la limite du montant plafond fixé à l'article 6.2.3 du Marché.

La facture comportera obligatoirement la référence de l'OS ayant donné lieu à exécution.

Au-delà de ce plafond, elles ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant.

7.2 Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du Marché devront porter la référence de ce dernier et des OS correspondants, le cas échéant.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** du CEA (XXXXXXX)

Pour tout renseignement : RELANCES@cea.fr

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	15/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

7.3 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

7.4 Facturation des révisions de prix

Pour les révisions de prix établies conformément aux dispositions de l'article 6.3 supra, chaque révision fera l'objet d'une facturation séparée qui précisera d'une part le poste concerné et, d'autre part, le prix initial du terme de facturation, la valeur de l'indice d'origine, et la valeur de l'indice appliqué pour le prix révisé.

La facture de révision liée à un terme de paiement ne pourra être émise qu'à la publication de l'indice définitif du mois concerné par le terme de paiement.

ARTICLE 8 – PLANNING - DELAI

Le présent marché entrera en vigueur à compter de la date de la réunion d'enclenchement et se terminera, part optionnelle incluse, à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des ouvrages.

Les délais sont exprimés en jours/semaines/mois calendaires.

La durée totale prévisionnelle maximale du marché est de 68 mois.

La durée prévisionnelle de la part ferme est de 20 mois et la durée maximale de la part optionnelle est de 48 mois au plus.

Le planning prévisionnel de réalisation dans lequel s'intégrera la mission de CSPS est présenté ci-dessous et dans le cahier des charges :

<i>Jalons</i>	<i>Libellé</i>	<i>Calendrier prévisionnel</i>
J0	Réunion d'enclenchement	
J1	Présentation au CEA du CSPS désigné pour remplir sa mission	J0
J2	Démarrage des prestations attachées à la phase conception	J1 + 30 jours
J3	Fin de la phase conception de la part ferme	J0 + 20 mois
J4	Démarrage des prestations attachées à la phase réalisation avec notamment une présence minimale exigée sur chantier de 3 demi-journées par semaine.	J0 + 20 mois
J5	Fin de la phase réalisation (si option 1 levée par le CEA)	J4 + 30 mois maximum
J6	Sur demande du CEA, reconduction éventuelle de la part optionnelle par tranche de 6, 3 ou 3 mois supplémentaires.	J4 + 18 mois maximum

Le planning prévisionnel de réalisation dans lequel s'intégrera la mission de CSPS est présenté dans le cahier des charges au paragraphe 5.2, tout décalage des dates précisées dans le planning prévisionnel sera partagé avec le Titulaire en réunion mensuelle d'avancement ou trimestrielle.

En cas de suspension du marché, les périodes suspendues conduiront à l'allongement de la durée du marché sans complément de rémunération

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	16/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

ARTICLE 9 – PENALITES

Les pénalités applicables au Marché sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires. Elles sont directement facturées par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire sont cumulatives et n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la résiliation.

9.1 Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais listés ci-dessous, il sera fait application de l'article 24 des CGA, complété et modifié par les dispositions ci-après.

Les pénalités de retard ne sont applicables qu'à des faits exclusivement imputables au Titulaire.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant du marché.

En cas de non-respect du délais liés à la remise des livrables ci-après :

- à la remise du rapport mensuel d'activités dans les trois jours ouvrés suivant le mois écoulé ;
- à la remise du RJC sous trois jours à partir de la réunion d'enclenchement,
- à la remise de l'analyse des études APD sous dix jours à réception des données d'entrées
- le PGSPS sous 10 jours après réception des données d'entrées,
- le RI CISSCT sous 10 jours après réception des données d'entrées,
- la mise à jour du PGSPS sous 10 jours après réception des données d'entrées,
- le DIUO final sous 1 mois après réception de l'ouvrage,
- le dossier final des livrables exécutés sous 1 mois après réception de l'ouvrage

le titulaire sera passible d'une pénalité calculée sur le montant total hors taxes du Marché :

- au taux de 3/1000 (trois pour mille) par jour calendaire de retard constaté pour les prestations de la part ferme et optionnelle.

9.2 Autres pénalités

9.2.1 Participation aux réunions et communication des comptes rendus

Absence à une réunion

En cas de réunion programmée avec un préavis de 2 semaines, l'absence de l'interlocuteur désigné du Titulaire, ce dernier est pénalisé à hauteur d'un montant forfaitaire de 200 €.

Compte rendu de réunion visite

Après la réalisation d'une réunion, comme définie au paragraphe relatif au contrôle et au suivi de la prestation du cahier des charges, référencé à l'article 2, le Titulaire disposera d'un délai de 5 jours ouvrés pour transmettre le compte-rendu de réunion en version BPO. Passé ce délai, il se verra appliquer une pénalité de retard à hauteur d'un montant de 500 € par jour calendaire de retard.

9.2.2 Pénalités liées au non-respect de la qualification du Titulaire

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Titulaire devra respecter les exigences en lien avec la qualification et habilitation du Titulaire et des profils adaptés telles que décrites au §8.2 du CDC pour le CSPS titulaire et pour son suppléant.

En cas de non-respect des exigences en lien avec la qualification et habilitation du Titulaire, il sera dans un premier temps appliqué au Titulaire une pénalité forfaitaire égale à 1 000 € HT.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	17/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

Dans un second temps, sa responsabilité pleine et entière étant engagée, il est rappelé que le Titulaire s'expose à la résiliation du marché pour manquement du Titulaire conformément aux dispositions des CGA (y compris en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché).

Cette pénalité s'ajoute aux pénalités de retard et n'est pas plafonnée. Ces pénalités sont soumises à la TVA.

9.2.3 Pénalités liées au non-respect du temps présentiel fixé au marché, y compris en cas d'absence et d'indisponibilité d'un intervenant pour respecter les 2 demies-journées de présence exigées

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Titulaire devra respecter les exigences en lien avec le présentiel exigé au §9.2.1 (C) du CDC - PRESENCE DU CSPS (3 demi-journées sur site par semaine).

En cas de non-respect des exigences en lien avec le temps de présentiel du Titulaire fixé au marché (hors demande expresse du CEA de ne pas intervenir), il sera dans un premier temps appliqué au Titulaire une pénalité forfaitaire égale au montant de la demi-journée en € HT calculée par demi-journée d'absence constatée. Il est rappelé qu'en cas d'inexécution des prestations, y compris en cas d'absence constatée par CEA, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune facturation.

Dans un second temps, sa responsabilité pleine et entière étant engagée, il est rappelé que le Titulaire s'expose à la résiliation du marché pour inexécution du Titulaire conformément aux dispositions des CGA.

Cette pénalité s'ajoute aux pénalités de retard et n'est pas plafonnée. Ces pénalités sont soumises à la TVA.

9.2.3 Pénalités liées au non-respect du délai de remise des livrables

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Titulaire devra respecter les délais de remise des livrables définis au §11 du CDC.

En cas de non-respect des exigences relatives aux délais de remise des livrables, il sera appliqué au Titulaire une pénalité de 50 €HT par journée ouvrée de retard.

ARTICLE 10 - RECEPTION

Conformément aux articles 30 et 31 des CGA précitées, la réception définitive sera prononcée sur procès-verbal contradictoire après acceptation par le CEA de l'ensemble des livrables (notamment le Rapport final de contrôle technique dus au titre du présent marché.

ARTICLE 11 - GARANTIE

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses livrables, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception du marché.

ARTICLE 12 - OBLIGATION GÉNÉRALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	18/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du Marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

ARTICLE 13 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERET

Du fait de son obligation générale d'exécution de bonne foi des obligations nées du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve de par son activité ou ses liens capitalistiques dans une situation de conflits d'intérêts à l'égard du CEA ou de l'un de ses cocontractants intervenant dans le cadre d'un projet ou d'un groupe de contrats.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résulteraient d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché par le CEA à ses torts, sans formalités judiciaires préalables, sans préavis et sans préjudice de toutes demandes de dommages et intérêts.

En complément de la notion de situation de conflit d'intérêts, le CEA rappelle l'article R4532-19 du code du travail, à savoir qu'« une personne physique qui exerce la fonction de coordonnateur, en son nom propre ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas être chargée de la fonction de contrôleur technique ». Le CEA étend cette incompatibilité à la personne morale titulaire de marché.

ARTICLE 15 – SOUS TRAITANCE

Conformément aux textes réglementaires en matière de coordination SPS précités à l'article 3, il est rappelé que la sous-traitance n'est pas autorisée.

ARTICLE 16 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/ EMETTEUR	B24-04710-ALO AFFAIRE	Numéro de marché	19/24
--	--------------------------------------	--------------------------	------------------	-------

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ Diffusion libre

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ Diffusion restreinte

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés.
DVDrom ou CDrom		

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	20/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ARTICLE 17 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au Marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de MARSEILLE.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :
	Date :
Pour le Titulaire :	Signature :
	Date :

Dispositions contractuelles du marché	DG/CECAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO		21/24
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail :

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du Code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du Code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale.

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

3. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée, etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/ EMETTEUR	B24-04710-ALO AFFAIRE	Numéro de marché	22/24
--	--------------------------------------	--------------------------	------------------	-------

4. Les modalités d'accès au Centre

4.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

À cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché.

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 3 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

4.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes pour l'année 2024 : mardi 2 janvier, vendredi 10 mai, du lundi 12 août au vendredi 16 août, et du lundi 23 décembre au mardi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO	Numéro de marché	23/24
	EMETTEUR	AFFAIRE		

ANNEXE 2 – BORDEREAU DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Cf. fichier excel joint au DCE.

Les soumissionnaires détailleront le prix de la prestation conformément au fichier Excel joint au DCE.

Les soumissionnaires ne peuvent en aucun cas supprimer des lignes ou des colonnes, ni modifier la structure des DPGF.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT/	B24-04710-ALO		24/24
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	